



*OPUR : Observatoire des Polluants Urbains en Île de France*

*Thème : Innovations sociotechniques et place de l'utilisateur dans la gestion des eaux urbaines  
Action 9.2 : Sociologie des alertes relatives aux micro-polluants et aux polluants émergents*

**ANALYSE DE LA PRESSE TRAITANT DES MICROPOLLUANTS ET DES  
PERTURBATEURS ENDOCRINIENS**

Veronica Mitroi, LEESU, ENPC, [veronicm@leesu.enpc.fr](mailto:veronicm@leesu.enpc.fr)  
José-Frédéric Deroubaix, LEESU, ENPC, [jfd@cereve.enpc.fr](mailto:jfd@cereve.enpc.fr)  
Bernard de Gouvello, LEESU, CSTB, [bernard.degouvello@leesu.enpc.fr](mailto:bernard.degouvello@leesu.enpc.fr)

Synthèse

*Ce rapport est issu d'une recherche post-doctorale de 6 mois effectuée au LEESU –  
Université Paris-Est, Ecole des Ponts Paris-Tech  
Mai 2016*



Ce document de synthèse a été produit dans le cadre de l'Observatoire des Polluants URbains en Île-de-France (OPUR), OPUR 4, Action 9.2 : Sociologie des alertes relatives aux micropolluants et aux polluants émergents. Il a pour objectif de fournir, sur la base d'une analyse de la presse écrite, des pistes de réflexion sur des processus de lancement et de traitement des alertes relatives aux micropolluants et aux polluants émergents dans les réseaux d'eau et d'assainissement et dans le milieu récepteur dans le bassin de la Seine. L'analyse est basée sur une revue de presse sur une période de 15 ans (2000-2014). Elle a permis de mettre en lumière les types de pollutions et les types de polluants ayant fait l'objet d'un traitement médiatique pendant cette période, avec un focus sur les « perturbateurs endocriniens » et une analyse comparée des trajectoires médiatiques très contrastées du parabène et du bisphénol A.

## 1. L'organisation de l'étude

L'analyse couvre une période de 15 ans (2000-2014) et a été organisée en trois étapes (Fig. 1) :

1. Une revue de presse portant sur la pollution de l'eau – sur la base des deux journaux généralistes quotidiens : un national (*Le Monde*) et un régional (*Le Parisien*) – permettant de mettre en lumière les types de pollutions ayant fait l'objet d'un traitement médiatique pendant cette période.
2. Une revue de presse plus approfondie sur la problématique des micropolluants et des perturbateurs endocriniens – dans les deux journaux généralistes et trois autres journaux spécialisés, deux dans le domaine de la santé (*Santé Magazine* et *Top-Santé*) et un autre dans le domaine de l'environnement (*Actu-Environnement*).
3. Une analyse comparative des alertes et des trajectoires médiatiques très contrastées du parabène et du bisphénol A – dans cinq médias écrits choisis. Il s'agissait ici de voir comment l'incertitude quant à la toxicité et l'écotoxicité de ces substances est traitée et dans quelle mesure la question des produits de « substitution » est soulevée ?

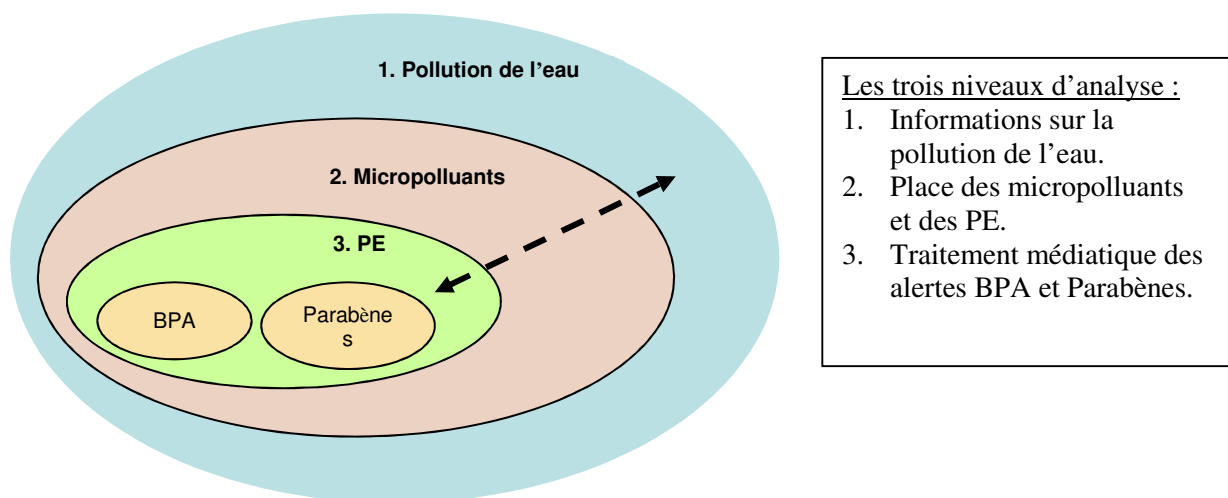


Figure 1: les trois niveaux de l'analyse dans la revue de presse

L'analyse du traitement médiatique comprenait plusieurs dimensions permettant de reconstruire les trajectoires des alertes:

- a. **L'identification des acteurs prenant la parole** : Qui parle et qui fait-on parler en fonction des différents polluants ? On cherche ici à distinguer plusieurs types de prise de parole : lanceurs d'alerte / prophètes de malheur ou de bonheur / les acteurs qui portent la controverses et ceux qui tentent d'y répondre.
- b. **Comprendre la « structure des discours »** : Parle-t-on différemment selon les substances en cause ? Au nom de quelles expertises ? quelle identification des sources et caractérisation des effets ?

- c. **Comprendre le positionnement politique** sur la question et la traduction des controverses en actions réglementaires ou changement des pratiques.
- d. **Identifier les territoires invoqués** : territoires physiques, territoires de l'action publique, absence de territoire.

## **2. La recherche des articles et le classement des données**

### **2.1. La recherche des articles**

- Pour la recherche d'articles dans la presse généraliste, nous avons utilisé le serveur Europresse pour avoir accès aux archives numérisées des deux journaux. Pour la période allant de 2000-2014, nous avons lancé des recherches selon plusieurs mots clefs relevant de la problématique générale de la « pollution de l'eau » et de la question plus spécifique des « micropolluants » et des « perturbateurs endocriniens ». A cette recherche nous avons ajouté une analyse spécifique pour le « parabène » et le « bisphénol A ».
- Pour les magazines dits spécialisés, la recherche a été effectuée en employant exclusivement les mots clefs « parabène » et « bisphénol A ». Les premiers articles trouvés dans les journaux généralistes datent de novembre 2005. L'accès sur internet à tout le contenu des magazines étant libre, les articles ont été collectés directement sur les sites internet respectifs.

### **2.2. Classement des données et traitement des variables sélectionnées**

Pour chaque article contenant les mots clé recherchés nous avons appliqué une grille de lecture et renseigné des variables afin d'identifier :

- La source de l'information
- Des informations particulières liées à la pollution hydrique :
  - Le type de polluant, sa localisation, la nature de la pollution (accidentelle ou chronique), la source du polluant
- Le traitement médiatique de la pollution :
  - Qui a lancé l'alerte, quels acteurs sont invoqués et quels acteurs réagissent ?
  - Quels sont les enjeux discutés (environnemental, sanitaire, socio-économique et politique) ?
  - Quel est le « cadre du récit » ? Etude scientifiques, réglementation, mobilisation citoyenne, etc.
  - Quelle est l'organisation de la structure du récit ?

Pour chaque variable, des catégories d'analyse ont été construites *a posteriori*, à partir des contenus concrets des articles. Par exemple, les catégories d'expertise que nous avons pu identifier dans le traitement médiatique des micropolluants sont les suivantes : a) recherche scientifique (universitaires et chercheurs de laboratoires publics), b) expertise d'agences étatiques (agences sanitaires, ONEMA, Agences de l'Eau, etc.), c) expertise technique privée (entreprises, syndicats), d) expertise dite « normative » (en lien avec la réglementation), e) études réalisées par les dénonciateurs (ONG de protection de la nature ou des consommateurs) et, e) absence d'expertise / incertitude (catégorie qui comprend les articles qui déplorent une carence d'expertise, et mettent en avant une incertitude radicale)

## **3. Résultats de l'analyse**

### **3.1 La problématique de la pollution de l'eau et des micropolluants au regard de la presse généraliste**

Avec une première recherche d'articles réalisée avec le mot clef « pollution de l'eau » dans les quotidiens *Le Monde* et *Le Parisien* nous avons identifié un nombre assez équilibré d'articles (68 dans le journal *Le Monde*, 87 dans le journal *Le Parisien*), mais avec un traitement différencié du type de polluants :

- *Le Parisien* publie surtout des articles concernant la pollution aux hydrocarbures – 40 %, caractéristiques du milieu urbain d’Ile-de-France (liées notamment à une pollution industrielle ou relative au traitement des eaux usées). La pollution agricole (principalement l’azote) se situe en quatrième position avec 10 % des articles.
- *Le Monde* traite de pollutions moins localisées, à l’échelle du pays, avec une dominance des pollutions d’origine agricole (la pollution aux nitrates et aux pesticides en tant que perturbateurs endocriniens est présente dans 54 % des articles recensés).

Nous pouvons observer (cf. Figure 2) qu’à partir de 2010, les discours et les inquiétudes relatives à la pollution de l’eau commencent à se concentrer dans le journal *Le Monde* sur la problématique des micropolluants, qui va devancer les débats liés à la pollution agricole par l’azote, qui dominaient au début des années 2000 les discours sur la pollution de l’eau.

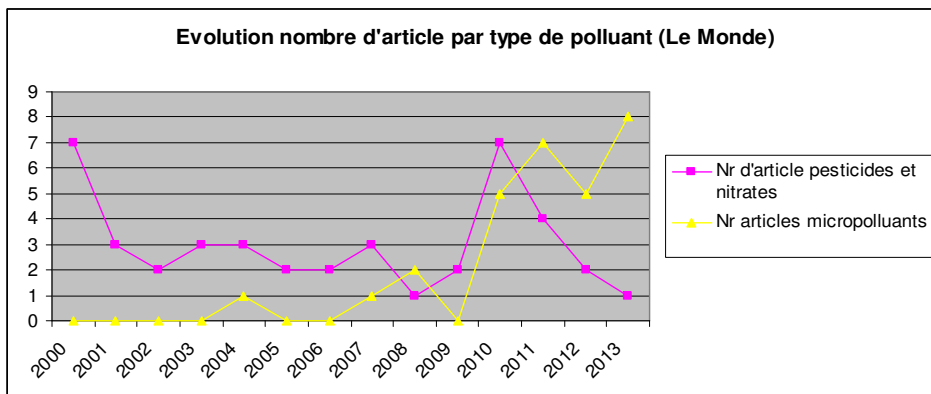
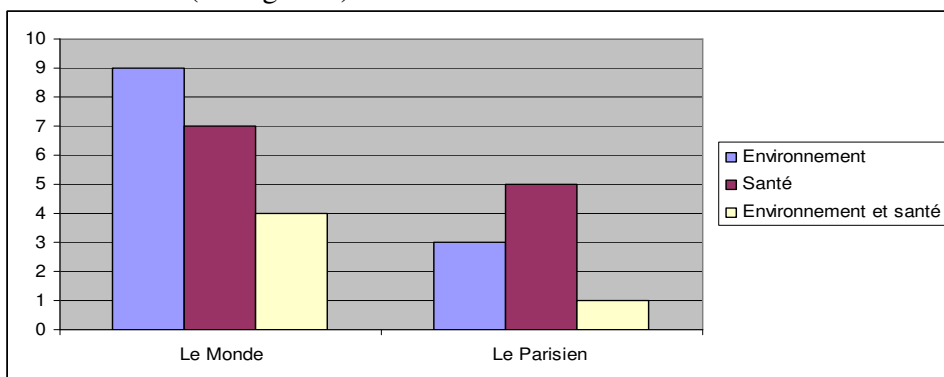


Figure 2: Evolution du nombre d'articles par type de polluant dans le journal *Le Monde*

Malgré cet intérêt croissant pour les micropolluants en tant que forme de pollution de l’eau, la catégorie micropolluant reste un concept réglementaire relativement peu approprié par les medias qui le traite de façon peu précise. Nous pouvons trouver deux cas de figure qui exemplifient la difficulté d’identifier la catégorie « micropolluants » :

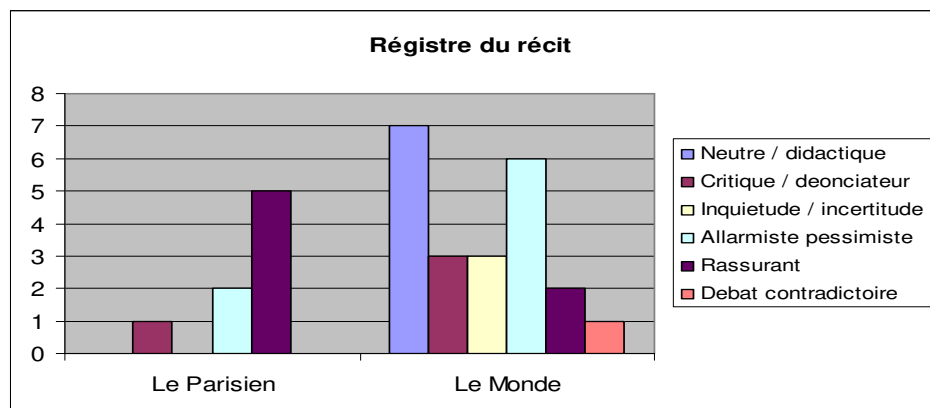
- Des articles qui parlent de différents types de polluants sans les nommer comme tels: métaux, pesticides, nitrates, sélénium, dérivés du pétrole, détergents et solvants, hormones et composés pharmaceutiques, hydrocarbures, etc.
- Des articles qui parlent des micropolluants, sans spécifier de quelles molécules il s’agit spécifiquement.

Les micropolluants restent par conséquent une catégorie peu identifiable en termes de dangerosité, de sources et d’orientation des pratiques. Les cadres du récit traitent majoritairement dans *Le Monde* des enjeux environnementaux, alors que dans *Le Parisien*, il s’agit plutôt des enjeux de santé. Dans *Le Parisien*, c’est principalement au travers de l’enjeu eau potable que la question des micropolluants est traitée, alors que le journal *Le Monde* traite surtout des micropolluants en tant que pollution affectant la qualité des milieux aquatiques et en lien notamment avec le traitement des eaux usées (cf. Figure 3).



**Figure 3: Les cadres du récit dans les articles relatifs aux micropolluants (*Le Monde*, *Le Parisien*)**

Dans les articles du *Parisien*, nous avons identifié deux principales narrations. D'un côté, des industriels sont porteurs de discours plutôt rassurants et invoquent principalement des expertises techniques privées et présentent des solutions innovantes pour limiter les sources de micropolluants. D'un autre côté, des associations dénoncent des incertitudes et le manque d'expertise et développent un discours alarmiste, plus ou moins pessimiste (cf. Figure 4).



**Figure 4: Les registres narratifs présents dans les articles relatifs aux micropolluants**

Pour le journal *Le Monde*, les auteurs sont porteurs de registres d'énonciation plus diversifiés même si les discours dominants empruntent un registre neutre et pédagogique. C'est souvent le cas pour la prise des paroles des chercheurs, des médecins, ou des représentants des institutions publiques. Notons toutefois que ces mêmes catégories d'acteurs peuvent également développer des discours dénonciateurs et alarmistes. En deuxième position, nous retrouvons en effet des discours alarmistes / pessimistes portés par les associations et les ONG, mais aussi par des agences de sécurité sanitaire ou des chercheurs qui « sortent » de leur posture pédagogique pour endosser une casquette plus militante, dénonçant une déficience des institutions nationales ou européenne et la faiblesse de la réglementation des produits chimiques.

### 3.2 Les perturbateurs endocriniens – une question de santé publique

Chronologiquement, les informations sur les perturbateurs endocriniens (PE) apparaissent en même temps que celles sur les micropolluants (2009). Cependant ces PE connaissent un traitement médiatique beaucoup plus soutenu (76 articles pour *Le Monde*, 48 pour *Le Parisien*), allant jusqu'à deux fois plus d'articles en 2011 et 2012 par rapport aux articles traitant des micropolluants et de la pollution de l'eau. Un peu plus de la moitié des articles (55 % pour le Monde et 52% pour le Parisien) font référence au bisphénol A, suivie par les phtalates et le parabène (autour de 22% dans *Le Parisien*, 9% dans *Le Monde*). D'autres PE sont mentionnés dans les mêmes articles : phénoxyéthanol, phénoxytol, EGPhE, alkyphénols, microparticules, pesticides, métaux lourds.

La problématique des perturbateurs endocriniens est développée dans les deux journaux dans des cadres de récit similaires : surtout par rapport aux risques sanitaires et au besoin sous-jacent d'une réglementation plus stricte de ces produits chimiques (Fig. 5). Le même souci de santé publique est dominant dans les deux journaux, cependant pas dans le même registre narratif. Dans le journal *Le Parisien*, le registre dominant est plutôt rassurant, avec des « conseils aux consommateurs », alors que dans le journal *Le Monde* sont discutées les dernières avancées et controverses scientifiques autour de ces substances.

La pollution des milieux aquatiques par ces substances et les enjeux sanitaires liés à cette pollution environnementale sont très peu traités. Les narrations sur la dangerosité des perturbateurs endocriniens sont construites surtout à travers l'exposition directe du corps humain via

l'alimentation ou la peau. Ainsi, les principales sources de pollution sont considérées comme étant : en premier lieu, l'industrie des plastiques alimentaires et des conserves, et en second lieu, les cosmétiques.

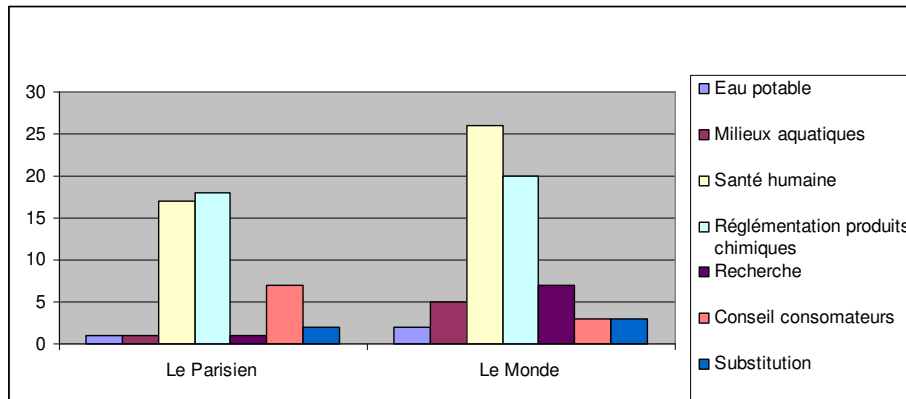


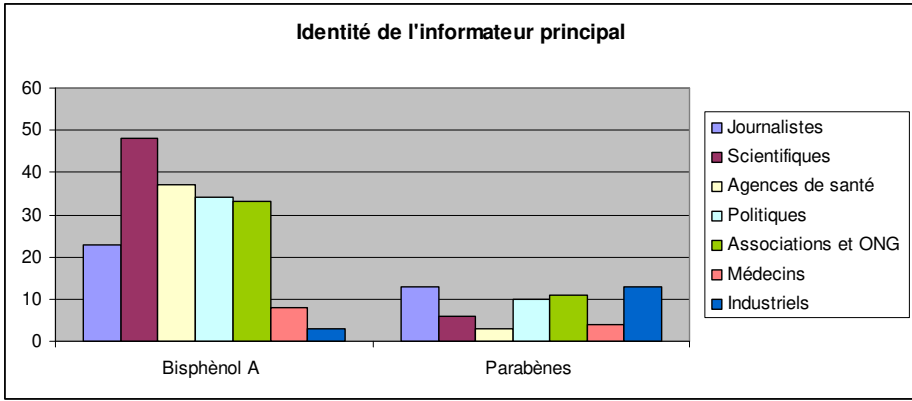
Figure 5: Cadres du récit et registres narratifs des perturbateurs endocriniens

### 3.3 Les trajectoires contrastées des parabènes et du bisphénol A

Le BPA est, dans la presse écrite, un sujet davantage présent (201 articles) que les parabènes (77 articles) et ceci pour les cinq journaux suivis. Les pics médiatiques pour les deux substances correspondent au vote par l'Assemblée Nationale des projets ou des propositions de lois concernant : l'interdiction du bisphénol A dans les biberons (loi 729 du 30 juin, 2010) et l'interdiction d'utilisation des phtalates, des parabènes et des alkylphénols (3 mai, 2011). En effet, pour les deux substances, l'enjeu « santé » apparaît en premier lieu, ensemble avec l'enjeu « réglementation des produits chimiques » et l'encadrement légal de leur usage, directement attaché à une problématique sanitaire. Entre 33 % (pour le BPA) et 21 % (pour le parabène) des articles traitent de la réglementation.

Malgré ce cadrage général assez semblable, le traitement médiatique qui est fait des deux substances se révèle assez contrasté (Fig. 6):

- Pour le bisphénol A, on y retrouve une dominance de discours alarmistes et de dénonciation des industriels et des agences sanitaires étatiques (portés par des scientifiques, des journalistes et le milieu associatif), auquel répondent des discours qui se veulent rassurant du point de vue réglementaire (portés par les agences de santé et par des acteurs politiques). Paradoxalement, la possibilité rapidement envisagée d'interdire cette substance conduit les journaux à ne pas s'interroger sur la dangerosité des produits de substitution. Le problème du bisphénol A est en quelque sorte « résolu » par son interdiction dans les biberons et les contenants plastiques alimentaires.
- Les parabènes font moins l'objet d'un cadrage réglementaire et leur dangerosité est finalement moins avérée du point de vue scientifique. Le traitement médiatique est dominé par des discours rassurants incitant les consommateurs à s'orienter vers des produits de substitutions afin échapper à l'exposition. Ces discours portés par des journalistes et des industriels orientent la gestion des risques vers une opération de marketing et de promotion des produits « parabène free », « bio » et « naturels ».



**Figure 6: Principaux initiateurs des articles sur le BPA et les parabènes dans le 5 journaux analysés**